



## **Emplois, conditions de travail, pouvoir d'achat : les agents des impôts et du trésor en grève le 21 janvier 2010**

Les services de la Direction générale des finances publiques (DGFIP) ont perdu 12 % de leurs effectifs en 8 ans. A l'horizon 2011, on atteindra une baisse de 15 % compte tenu des suppressions d'emplois d'ores et déjà annoncées.

Dans les services de la DGFIP, les agents, les conditions d'exercice des missions et de travail souffrent chaque année un peu plus des suppressions d'emplois. Celles-ci sont du reste largement supérieures à ce qu'affichent le Président de la République et le gouvernement : à la DGFIP, ce sont 2 départs à la retraite sur 3 qui ne sont pas remplacés.

Des missions aussi essentielles que l'accueil des contribuables sont touchées de plein fouet. Alors que les annonces politiques et les nouveautés se multiplient en matière de fiscalité, générant ainsi de nombreuses questions, que la crise d'une part et la complexité croissante de la fiscalité d'autre part conduisent de nombreux contribuables à effectuer des réclamations (gracieuses et contentieuses), l'accueil fait partie des missions fragilisées par les suppressions d'emplois. On pourrait également citer les services de gestion et de recouvrement des impôts qui eux aussi subissent des suppressions d'emplois, et l'impact particulièrement néfaste de ces suppressions sur la recherche de la fraude et le contrôle fiscal, à l'heure où l'on déclare vouloir mieux lutter contre la fraude fiscale... Toutes les missions sont directement ou indirectement concernées et fragilisées par les suppressions d'emplois qui contribuent à dégrader les conditions de travail des agents.

La crise a balayé les arguments budgétaires (déjà largement contestables avant la crise) ; avec 900 millions d'économies attendues en 2010 alors que le déficit budgétaire s'élèvera à 141 milliards d'euros, l'argument de la maîtrise des dépenses publiques par les suppressions d'emplois ne tient pas.

Avec la crise, la question du retour de l'action publique se pose. L'impact des vagues de suppressions d'emplois (de moins en moins gérables) est inquiétant car il touche à l'efficacité et à la qualité des missions. En outre, l'effort supplémentaire demandé à notre administration (illustré par les 2 départs à la retraite sur 3 non remplacés) donc au final, le dogme de la suppression des effectifs légitime notre demande de, à tout le moins, stopper les suppressions d'emplois.

Vagues successives de suppressions d'emplois, charge de travail en hausse, législation fiscale toujours mouvante et plus complexe, management toujours plus resserré, conditions de travail en nette dégradation : aujourd'hui, la situation n'est tout simplement plus tenable. C'est pourquoi l'Union SNUI SUD Trésor Solidaires appelle les agents de la DGFIP à se mettre en grève le jeudi 21 janvier et à participer aux actions organisées ce jour-là.